

Contribution « orientation » de l'École Émancipée pour le 6e congrès national du SNASUB-FSU

1 – Une situation sociale difficile	1
11. un contexte de crise globale et de régression sociale.....	1
12. Dans nos secteurs : une accumulation de reculs	2
121. Éducation nationale.....	2
122. Enseignement supérieur	3
123. CROUS, Jeunesse et Sports, Culture	3
2 – Quelle orientation pour la FSU et pour le SNASUB ?	3
21. Réaffirmer un projet de transformation sociale pour la FSU	4
211. Adopter une stratégie de lutte	4
212. Être une force motrice dans la recomposition du syndicalisme français	4
22. Le SNASUB.....	5
Conclusion	5

1 – Une situation sociale difficile

11. un contexte de crise globale et de régression sociale

Les peuples du monde entier subissent les effets des politiques inspirées par le libéralisme qui se sont répandues sur toute la planète depuis la crise des années soixante dix. La crise actuelle est une crise de la finance mais aussi de toutes ces politiques qui ont conduit à la déréglementation et à la baisse du coût du travail, dans les services publics comme dans les entreprises.

La situation internationale accroît les incertitudes et les risques qui pèsent sur la situation sociale. Les conflits armés (Irak, Afghanistan, Palestine, etc.), la pauvreté, les épidémies, la famine ou la crise climatique restent sans réponse. Les migrants qui tentent de fuir cette misère se heurtent à la politique honteuse des charters et des barbelés.

Depuis l'élection de Sarkozy, les attaques tout azimuts se sont multipliées : contre le droit de grève, contre les régimes spéciaux SNCF et RATP, contre la Fonction Publique avec les dizaines de milliers de suppressions de postes et les coupes claires budgétaires. La menace de récession économique dans notre pays sert à justifier encore plus d'atteintes contre le droit du travail, la protection sociale, où les libertés démocratiques. En France, pour les salariés, ces politiques se sont traduites depuis 1984 par un recul de 10% de la part des salaires dans la richesse produite.

Le mouvement syndical est resté dans l'ensemble impuissant à bloquer ces attaques - l'échec de 2003 pèse encore - malgré des luttes sectorielles parfois importantes qui montrent que les résistances

populaires ne sont pas épuisées.

12. Dans nos secteurs : une accumulation de reculs

Le gouvernement a entrepris une réduction des politiques publiques à une échelle inédite, avec la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Les personnels de la Fonction Publique sont particulièrement maltraités. Ils subissent des réductions d'emplois massives et l'érosion des salaires avec une baisse de la valeur du point d'indice de 10% depuis 2000, tandis que les conditions de travail se dégradent fortement. Après avoir laminé le code du travail, le gouvernement s'attaque à la Fonction Publique et à ses agents à travers une remise en cause des prérogatives de l'Etat vis-à-vis des usagers et de ses agents.

Le projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires et les menaces contenues dans le rapport Silicani vont être au centre des prochaines attaques contre le statut de la fonction publique. Déjà, le rôle des CAP est remis en cause, tandis que sont mis en place des CTP d'établissements ou de services, qui ont pour objet, entre autre, d'impliquer les syndicats dans la cogestion pour appliquer les contre-réformes et avaliser la destruction des droits collectifs nationaux.

Dans tous les ministères, la politique indemnitaire avec l'instauration de la Prime de Fonction et de Résultats (PFR) constitue également pour le gouvernement un puissant levier de cette politique d'individualisation des carrières et des rémunérations. C'est l'instauration du salaire trinôme (une part de plus en plus réduite pour l'indiciaire et de plus en plus importante pour l'indemnitaire).

121. Éducation Nationale

Dans l'**Éducation Nationale**, la sape se fait par diverses mesures rétrogrades : suppression de la carte scolaire, réforme des lycées professionnels et maintenant des lycées généraux, etc. Le tout est dominé par les suppressions massives de postes, enseignants mais aussi administratifs et techniques. Le gouvernement réorganise l'Éducation Nationale sur un mode de gestion libérale calquée sur le privé. C'est dans cette perspective de destruction des emplois et des statuts du Service Public et non pas dans celle d'une prétendue revalorisation que s'inscrit la réforme du recrutement des enseignants voulue par Darcos.

Les missions des **Services** académiques ou des établissements publics nationaux (CNED...) sont bouleversées, avec les objectifs impossibles à tenir imposés dans le cadre de la RGPP qui exige des réductions drastiques des effectifs réduits, ce qui ouvre la voie à leur privatisation (à l'exemple cette année du service de renseignements concernant les mutations des enseignants). Les IA notamment sont menacées de quasi disparition, en cohérence avec les nouveaux schémas de l'aménagement territorial de l'Etat.

Dans les **EPL**, la régression se traduit notamment par les regroupements d'agences comptables, tandis que les régions lorgnent sur la gestion financière des établissements. Là, également on peut craindre une accentuation de l'autonomie à travers une mutualisation des moyens (Centre de gestion des ressources etc ;)

La signature par le syndicat majoritaire A&I, inédite dans la Fonction Publique, d'un accord ministériel « postes contre primes » est non seulement scandaleuse mais est également le résultat de la conséquence de la dégradation du rapport de force, à un point tel qu'une direction syndicale peut aujourd'hui privilégier ses intérêts boutiquiers et une stratégie d'accompagnement total à la place de la défense unitaire des emplois dans la Fonction Publique. A&I estime probablement qu'il ne sera pas sanctionné par les personnels pour cela. Le 4 avril 2008, à l'initiative du SNASUB, une autre voie avait pourtant été esquissée. Avec ou sans A&I, il faut renouer d'urgence avec la mobilisation des

personnels.

122. Enseignement supérieur

L'**Enseignement Supérieur** a été confronté à la loi Pécresse dès l'été 2007. L'UNEF porte bien sûr une responsabilité énorme dans l'échec du mouvement étudiant contre cette loi Libertés et Responsabilités des Universités (LRU). Mais les divisions étudiantes ont également masqué l'impuissance du mouvement syndical à mobiliser les personnels enseignants, chercheurs et BIATOS au niveau qui était nécessaire, celui de la grève et du blocage du fonctionnement des établissements. La FSU doit donc prendre sa part dans la défaite. Le SNASUB bien sûr, qui a pesé bien peu, mais surtout le SNESUP. Plus rien n'empêche maintenant Pécresse de lancer son attaque frontale contre le statut des enseignants-chercheurs avec la réforme du décret de 1984, dont le projet vient d'être divulgué. L'échiquier se met en place, après la casse du statut des enseignants du supérieur et tenter de mettre à mal le syndicat majoritaire de la profession, ce sera à n'en pas douter le tour des personnels BIATOS.

D'ores et déjà, on ne peut que faire le constat que la loi LRU est passée et se met en œuvre partout. Pécresse espère maintenant achever l'autonomie de toutes les universités en 3 ans au lieu de 5. Dès 2009, 20 universités seront complètement autonomes. Conséquence immédiate, ce sont 34175 emplois (ETPT) qui disparaissent du budget de l'État pour se retrouver dans celui des établissements. Dans ce contexte, le rapport Schwartz annonce clairement le changement de statut programmé pour les personnels BIATOS : mise en place d'une seule filière calquée sur la filière ITRF existante, mais avec une gestion encore plus dérogatoire à la Fonction Publique d'État. La réaction est vive dans les bibliothèques contre l'intégration des magasiniers et assistants de bibliothèques dans les corps ITRF inscrite « par erreur » dans les documents budgétaires 2009. Notre rôle, en accord avec nos mandats, doit être de tout faire pour l'amplifier et aboutir sur une mobilisation de l'ensemble des personnels BIATOS, en convergences avec les enseignants-chercheurs et les étudiants pour inverser la logique de casse du gouvernement.

123. CROUS, Jeunesse et Sports, Culture

Les **CROUS** sont aussi assez directement menacés après le rapport Lambert, concernant entre autre leur dotation en personnels administratif de l'Etat.

Dans les autres secteurs qui nous concernent directement, **Jeunesse et Sports** et la **Culture**, la RGPP a déjà fait bien des dégâts : l'existence même des services Jeunesse et sports est remise en cause. La perte de l'inter ministérialité serait un coup de poignard supplémentaire dans le dos des personnels de la BPI ou de la BNF qui tentent de résister à la dénaturation de leurs missions et à son cortège de précarité.

2 – Quelle orientation pour la FSU et pour le SNASUB ?

Pour ne pas continuer à faire comme si de rien n'était, ni en rester aux seules incantations qui ne changent rien aux reculs subis, pour mobiliser les salariés, il incombe au mouvement syndical dans son ensemble de rouvrir d'urgence des perspectives de lutte et de défendre dans un front unitaire le droit du travail et la protection sociale, promouvoir les services publics et la création d'emplois publics face à la montée du chômage, dénoncer le projet de privatisation de la poste et l'abandon de l'Ecole publique, etc.

Au moment où l'Etat vole au secours des banques privatisées à coup de milliards d'euros alors qu'auparavant on nous disait « qu'on ne pouvait augmenter le pouvoir d'achat car les caisses étaient

vides.. » les organisations syndicales doivent réaffirmer que l'augmentation des salaires est non seulement juste socialement mais est une nécessité économique.

Nous devons avancer des propositions d'organisation dans la FSU et d'actions adaptées à la période. C'est le seul moyen de retrouver le fil victorieux, dans les différents secteurs et tous ensembles.

21. Réaffirmer un projet de transformation sociale pour la FSU

Depuis 2003 la FSU manque d'initiative autant dans les luttes qu'en termes de propositions dans le cadre du renouvellement du syndicalisme indispensable pour peser aussi sur les débats de société.

La FSU doit réaffirmer résolument le projet de transformation sociale qui guide ses mandats et son action depuis sa fondation, en élaborant et débattant aussi des réponses nouvelles en termes d'orientation face à la crise, par exemple sur la question de la construction et des politiques européennes tant en terme de garanties et de progrès social qu'en terme d'harmonisation des acquis sociaux des salariés en les alignant vers la haut et cela en lien avec les pays du Sud.. Les effets idéologiques et politiques de la crise actuelle rendent encore plus urgente la nécessité de nous réarmer sur ces questions

Face à la rhétorique sur l'inefficacité des grèves et des syndicats, au bénéfice de "l'amicalisme" et du "clientélisme", la FSU doit développer davantage la question de la démocratie dans l'organisation de la société et du travail, mais aussi dans la conduite des luttes.

211. Adopter une stratégie de lutte

Le défi actuel pour la FSU est celui de la stratégie syndicale pour lutter contre le gouvernement et sa politique. La question est largement posée et débattue dans tous les syndicats après les journées d'action sans lendemain de l'année dernière.

Dans ce contexte, la place de l'unité et de l'action interprofessionnelle est centrale, mais comment construire les convergences nécessaires pour que les luttes se traduisent par des victoires ? La FSU et le SNASUB doivent jouer un rôle moteur dans ce sens en prenant des initiatives quelle que soit l'attitude finale des autres fédérations ou confédérations en particulier dans les secteurs où la FSU est majoritaire. L'unité ne se limite pas à un front syndical, mais doit inclure tout le mouvement social (associations, collectifs, etc.) qui veut se battre, à l'inter catégoriel, à l'interprofessionnel, dans le cadre d'assemblées générales de mobilisation et de lutte.

212. Être une force motrice dans la recomposition du syndicalisme français

Nous avons particulièrement besoin, dans ce contexte, d'une fédération syndicale plus forte, porteuse d'un syndicalisme qui nous permette de dépasser les divisions catégorielles ou sectorielles. Au-delà des questions de l'action et de l'unité, comment ignorer les réformes en cours de la représentativité syndicale dans le privé comme dans le public ? La FSU est directement interpellée par ces débats alors même qu'elle s'est battue dès son origine pour faire bouger les lignes de clivage du syndicalisme français.

Pourtant, dans un paysage syndical largement bousculé par les effets déstructurant des politiques libérales, la FSU peine à faire face aux évolutions - « position commune » CFDT-CGT, rapprochement UNSA-CGC et FO-CFTC - notamment parce qu'elle souffre de n'être trop souvent à l'interne de n'être qu'une intersyndicale de syndicats nationaux, en réalité dépendante de ses deux grands syndicats enseignants et sans la capacité d'intervention propre que lui permettrait d'acquérir un vrai fonctionnement fédéral.

Faute de s'inscrire correctement dans le mouvement à l'œuvre de recomposition du syndicalisme français, le risque pour la FSU serait dans l'avenir de ne plus pouvoir tenir sa place dans les débats fondamentaux pour la défense des missions et des personnels de la Fonction Publique, de la protection sociale...

Nous sommes à un carrefour. D'évidence des choses vont bouger en 2009 après la réforme de la représentativité. Il faudra regarder de près les scrutins majeurs (prud'homale, territoriales, élections professionnelles enseignantes...) qui se dérouleront fin 2008

22. Le SNASUB

Il serait suicidaire pour le SNASUB de ne pas se saisir de ces débats, à son niveau et avec ses moyens, certes, mais à bras le corps quand même. Le temps semble en effet venu, pour le SNASUB, au-delà des questions d'orientation classiques et de l'élaboration de nos mandats revendicatifs, d'interroger à nouveau son projet syndical fondateur. Trois enjeux semblent devoir être discernés :

- **la représentativité catégorielle et inter catégorielle**
- **la prise en compte des nouvelles réalités de secteurs**
- **le renouvellement des équipes syndicales à tous les niveaux**

Le syndicalisme inter catégoriel du SNASUB est-il une réalité qui peut être maintenue face aux tentations de replis corporatiste? La tendance au corporatisme dans la fonction publique est compréhensible mais c'est tout sauf une perspective syndicale d'avenir car cela nous conduirait à une impasse si on le mettait au centre d'une stratégie de lutte, même si bien sûr l'affaiblissement du rôle des CAP doit être combattu résolument.

Le SNASUB semble sous-estimer les effets d'éclatement produits par les bouleversements à l'œuvre dans son champ de syndicalisation. Il faut pourtant souligner les évolutions en cours pour les personnels. La création d'un ministère de plein exercice pour l'enseignement supérieur et la recherche (MESR) accentue les différenciations avec les personnels de l'éducation nationale (MEN). Celles-ci étaient déjà visibles sur les suppressions de postes et sur la politique indemnitaire. Les compétences élargies des universités en matières budgétaires et de GRH vont aussi produire des effets notables pour la gestion de personnels par exemple avec l'instauration du droit de veto du président d'université sur les affectations. Les instances de représentativité évoluent aussi, avec la création des CTP d'universités associant davantage les personnels BIATOS et les personnels enseignants et chercheurs. De la même façon que la création de CTP locaux dans les services académiques va aussi un peu changer la donne. Ces changements posent la question de la pérennité de notre modèle actuel de syndicalisme intersectoriel.

Les réponses que le SNASUB peut apporter sont à trouver dans **une nouvelle articulation du catégoriel et du sectoriel**. Probablement aussi, à terme, dans l'évolution des champs de syndicalisation entre syndicats de la FSU, afin de généraliser un syndicalisme qui prenne en compte toutes les catégories de personnels dans un secteur donné.

Mais peut-on poser cette question de la nécessaire adaptation de nos structures syndicales à la réalité de secteurs sans se faire aussitôt accuser de scission et d'accompagnement ? Il semble que non à lire certaines tribunes qui tiennent plus de l'insulte que du débat, prétendant que l'ÉÉ veut « l'autonomie des secteurs » alors que **nous demandons simplement que les secteurs fonctionnent** sur le même schéma que les secteurs de la FSU en lien avec les instances nationales du SNASUB (CAN, BN et SN) et avec les autres organisations syndicales FSU de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche notamment.

Conclusion

Tout cela interroge évidemment le bilan de la liste LAUR et de la direction sortante du SNASUB.

Sans ambiguïté face à la politique gouvernementale, le bilan est relativement bon de ce point de vue. Mais il est bien plus mauvais quand on aborde la question de la stratégie à opposer avec le sentiment d'un syndicalisme incantatoire mais impuissant, sans stratégie de lutte convaincante.

Le SNASUB souffre notamment d'un déficit dans l'élaboration collective qui nous empêche de travailler dans une perspective d'ensemble et non au coup par coup. Cela renforce les difficultés de fonctionnement déjà fortes du fait de notre faiblesse militante actuelle et de la tendance à l'éclatement produit par les politiques que nous subissons.

Cette situation paradoxale d'un syndicat combatif mais de peu d'efficacité dans la direction opérationnelle et souffrant de nombreuses carences démocratiques est intenable. Cela pèse sur le bilan de la liste LAUR qui ne pourra donc être reconduite en l'état.